

LES SOUVENIRS DE FRANCISCO FERRER EN FRANCE

ALAIN BOSCUS

Ferrer inconnu en France? Quatre-vingts ans après son exécution, la question vaut d'être posée tant il est vrai que les réseaux qui ont perpétué sa mémoire et les idées qu'il professait semblent ne plus occuper le devant de la scène et ne plus disposer, à l'intérieur même du combat politique et idéologique, de la place centrale qui était la leur en 1909. Mais, même si l'immense majorité des français n'en a jamais entendu parler et si le système scolaire, qu'il s'adresse aux pédagogues ou aux historiens, ignore tout du personnage, le temps n'a pas complètement effacé sa trace puisqu'en 1989 le Centre National et Musée Jean Jaurès lui a consacré une exposition ainsi qu'un colloque (1) et qu'un chercheur a profité de cette date anniversaire pour faire le point sur "la protestation universelle" déclenchée par son assassinat (2).

De fait, il apparaît bien que c'est la fin tragique de Francisco Ferrer, plus que ses conceptions, qui a perpétué sa mémoire (tout au moins en France) et que, sans elle, la chape de plomb de l'histoire aurait interdit, dans l'hexagone, toute évocation ultérieure.

Pourtant Francisco Ferrer fut bien un des pionniers de l'éducation nouvelle et d'un mouvement pédagogique né à la fin du siècle dernier qui, sous des objectifs divers, s'est prononcé avec force et compétence pour une éducation populaire et prolétarienne, pour une école libérée qui devait ignorer toutes les églises, les chapelles et les dogmes idéologiques suscités par le développement même des sociétés. "Notre volonté est de détruire tout ce qui, dans l'école actuelle, correspond à l'organisation de la contrainte, les idées toutes faites, les croyances qui annihilent toutes les volontés" écrit-il dans le premier numéro de *l'École Renouée* qui sort à Bruxelles le 15 avril 1908 (3).

Plus ou moins inspirée par des principes libertaires, la revendication de la modernité (Ecole moderne) prenait en compte des idées qui, ayant parcouru le XX^{ème} siècle s'avèrent banales aujourd'hui: l'égalité entre les filles et les garçons; la mixité et la co-éducation; la coopération dans les relations individuelles; l'étude du milieu où l'humain évolue; l'importance du développement propre à chaque écolier et la reconnaissance des droits de l'enfant; toutes ces questions ont été explicitement posées à la fin du siècle dernier.

Ces idées généreuses, porteuses d'avenir, développées par les tenants de l'école moderne, dont Francisco FERRER fut un des fleurons, n'étaient pas aussi évidentes que de nos jours, surtout dans l'Espagne catholique et royale décrite, par de nombreux chroniqueurs et publicistes, comme un pays retardé et obscur.

Pour Ferrer, "l'école est une microsociété réelle. Elle n'est pas, comme dans la version Jules Ferryste une juxtaposition d'individus en concurrence". La pédagogie qu'il défend se veut "rationnelle et scientifique", "la finalité recherchée est

bien l'autonomie de chacun" car l'école "fondée sur la liberté" doit être tournée "vers la libération de chacun"... (4).

L'écho que rencontrèrent ces idées en France ne fut pas superficiel bien au contraire, mais les lois laïques votées au début des années 1880, déplacèrent la problématique de sorte que beaucoup de républicains pouvaient ne retenir des pensées de Ferrer que le côté anticlérical et antimonarchiste.

La révocation de Paul Robin par le Conseil des Ministres, le 31 août 1894, en pleine "psychose anarchiste" et la mise au rancart pour des dizaines d'années des méthodes actives recommandées par les pédagogues favorables à l'éducation nouvelle montrent à quel point la modernité pédagogique d'un Ferrer, du moins tout son côté qui n'était pas directement anticlérical, était peu intégrée, de son temps, dans le monde enseignant républicain.

Par ailleurs, la mémoire de Ferrer semble avoir été desservie par l'ombre de Paul Robin (en amont) et de Freinet (en aval), portée sur son oeuvre et ses activités.

L'expérience d'éducation intégrale que le premier développa à l'orphelinat de Cempuis de 1880 à 1894, sur proposition de F. Buisson commença à être mieux connue, même si pendant longtemps ses idées néomalthusiennes le rendirent plus populaire que ses méthodes pédagogiques. La cohérence de ses idées éducatives et leur "avant-gardisme" semblent avoir été assimilés, par les réseaux français, qui quelques années plus tard soutiendront les thèses de FERRER, car Robin comme ce dernier développa "un projet d'éducation qui intègre tous les aspects de la vie". L'école doit remplacer l'église et les estaminets et doit être un lieu d'épanouissement de toutes les facultés humaines, un lieu d'apprentissage de la vie communautaire et de l'économie socialiste, un lieu de pratique de la liberté et de la démocratie directe. L'enseignement ne doit pas prendre fin avec les heures de cours. Il doit rester non figé et les pratiques éducatives, outre la co-éducation des filles et des garçons, doivent intégrer divers éléments qui placent leurs auteurs, Robin en particulier, à la source de l'éducation nouvelle: les excursions et promenades; de travail en équipe; l'usage des manuels scolaires encore peu répandus; l'apprentissage de la lecture et de l'écriture à l'aide de l'imprimerie; la prise en compte du concret dans l'énoncé des problèmes et des expériences menées par les enfants eux-mêmes... (5).

Le pédagogue catalan, tributaire de ces idées, fut plus perçu, en France, comme celui qui les mit en pratique sur un terrain clérical fortement hostile que comme un découvreur, un pionnier, qui participait à un mouvement pédagogique qui touchait toute l'Europe et, de fait, son oeuvre fut moins théorique qu'expérimentale. Popularisateur infatigable, Ferrer voulait montrer que ses idées n'étaient pas des idées de laboratoire (6).

Freinet et son mouvement qui émergent dans l'entre-deux-

(1) Centre National et Musée Jean JAURES, exposition et colloque Francisco FERRER, octobre 1989. Actes du colloque "Francisco FERRER et les expériences libertaires en France en matière d'éducation au tournant du siècle". Edition du Centre National et Musée Jean JAURES, 1990 (à commander au Centre National et Musée Jean JAURES).

(2) Vincent Robert, "La protestation universelle lors de l'exécution de Ferrer: les manifestations d'octobre 1909". *Revue d'Histoire moderne et contemporaine* Avril/Juin 1989.

(3) Cité par René Bianco, communication au colloque de Castres "Francisco FERRER et la pédagogie libertaire à travers de la presse anarchiste de langue française".

(4) Cf: Francine Best, communication au colloque de Castres "Francisco FERRER et les expériences d'éducation nouvelle au début du XX^{ème} siècle".

(5) Cf: Nathalie Bremand, communication au colloque de Castres "Paul Robin et son expérience à l'orphelinat de Cempuis (1880-1894)".

(6) Cf: Pere Solà i Gussinyer, communication au colloque de Castres "Ecole nouvelle, libre pensée et anarchisme au début du XX^{ème} siècle: aspects théoriques de l'éducation intégrale".

guerres en France, sont aussi à la source de l'oubli relatif de Ferrer. Francine Best a bien relevé le paradoxe et a trouvé "des filiations saisissantes" entre les deux pédagogues mais nous sommes encore incapables de préciser les étapes, les réseaux d'influence et les liens concrets qui ont fait connaître l'oeuvre de Ferrer à Freinet. Comme chez le premier, on retrouve chez le second, cet espoir d'éducation intégrale qui les unit dans une perspective révolutionnaire et humaniste et entre les deux pensées de nombreux rapprochements peuvent être opérés, le seul problème étant qu'à aucun moment le directeur de l'école de Vence n'a reconnu, ni ne s'est réclamé, du fondateur de l'école moderne. Par vanité intellectuelle? Pour des raisons politiques?... Quoi qu'il en soit, le mouvement d'éducation nouvelle de l'entre-deux-guerres en n'évoquant pas la pensée de Ferrer a relégué sa mémoire dans le domaine politique, où le martyr catalan, du fait même de son exécution, était déjà très présent dès 1909 (7).

L'exil français durant de longues années puis ensuite les séjours du pédagogue catalan, lui avaient pourtant permis de nouer de riches relations avec le monde intellectuel et scientifique et lorsqu'en 1908 il fonde la LIERE (Ligue Internationale de l'Education Rationnelle de l'Enfance), les intellectuels français ne sont pas avares de soutiens, La présidence d'honneur incombe à Anatole France; la viceprésidence à Charles-Ange Laissant et le secrétariat à Charles Albert. Dans les premiers adhérents on relève les noms de Lucien Descaves, Eugène Fournière, Sébastien Faure, Grandjouan, Malato, A. Naquet, Paul Robin, Sembat, Yvetot ainsi que des universités populaires, des coopératives et des syndicats d'instituteurs (8). Quand paraît à Paris le premier numéro de la deuxième formule de la revue "*l'École Rénovée*" (maintenant hebdomadaire), le 23 janvier 1909, la pensée pédagogique de Ferrer commence à se diffuser dans l'hexagone, au coeur de la société civile et de ses instances, alors que déjà le 1er procès retentissant de 1906 avait attiré l'attention sur le personnage plus que sur ses idées.

Mais la semaine sanglante en Catalogne puis son arrestation stoppent cette diffusion et dans les évocations de Ferrer, le politique va dès lors, surdéterminer toutes les autres approches. Le rappel de son oeuvre pédagogique ne se fera que pour signaler son innocence, la grandeur du personnage, les origines politiques de son procès et de son assassinat.

Après le dérapage de la grève générale en Catalogne son évolution en émeute anticléricale et la dure répression qui met au pas les révoltés, l'Espagne et son gouvernement, sous les projecteurs de l'Europe entière, doivent affronter "la protestation universelle" provoquée par le procès Ferrer et non par la répression elle-même.

Le colloque de Castres et le récent article de Vicent Robert ont bien montré qu'en France le mouvement a pris une ampleur réellement nationale et que l'émotion s'est exprimée sous la forme de manifestations alors qu'en Italie la grève générale a été le moyen de protestation employé.

Toutes les agglomérations sont concernées. L'exemple du département du Tarn, montre à quel point le procès puis l'exécution, en s'insérant dans les débats politiques partisans, touchent toutes les personnes, du moins dans les villes. A Mazamet, les membres de la Bourse du travail et ceux de la section socialiste discutent du soutien à apporter à Ferrer dès le 28 septembre et leurs discussions et actions même si elles n'entraînent pas de manifestation, débouchent sur l'adhé-

sion unanime du groupe socialiste au comité de défense des victimes de la répression espagnole... puis un mois après l'exécution, sur l'obtention d'une rue Francisco Ferrer dans la Ville (9).

Ailleurs dans le département, les socialistes évoquent l'Espagne puis Ferrer avant son exécution, mais ce n'est que les 17 et 31 octobre qu'eurent lieu les manifestations d'Albi et de Graulhet. Il est à remarquer que là comme à Toulouse, où la C.G.T. fut à la pointe du combat, les critiques contre l'église et la monarchie espagnole furent lancées par l'ensemble de la gauche (républicains modérés, radicaux, socialistes, anarchistes...) mais la mouvance radicale fut hésitante et ne prit pas franchement part aux manifestations, se démarquant, du point de vue pratique, de la protestation (10).

L'anticléricalisme et la défense des droits de l'homme restent des thèmes mobilisateurs mais la question sociale et les divisions qu'ils suscitent empêchent toute participation concrète des modérés qui fustigent les auteurs de "l'abominable crime" tout en voulant empêcher à tout prix des dérapages dans une France libre et laïque qu'ils opposent à une Espagne où règnent en maîtres "les dominations monacales" et la compagnie de Jésus.

Dans les autres villes de la région Midi-Pyrénées, la protestation n'est pas en reste mais c'est l'émotion dans le camp républicain et socialiste, à partir de l'ouverture du procès, qui déclenche vraiment les réactions.

Le grand journal radical toulousain "*La Dépêche*", tout en favorisant les idées de large consensus, fit largement écho à tous les thèmes modérés. Comme une caisse de résonance il amplifia la protestation, servant de défouloir à tous les comités laïques, cercles démocratiques ou autres groupements républicains de la région, mais il ne participa pas directement à l'organisation des meetings et manifestations qui dépassèrent, tous, le cadre d'analyses anticlérical de sa rédaction et de son électoralat (11).

Bien évidemment, ce n'est pas en Province mais à Paris que la protestation débuta. Elle y fut plus spontanée et plus massive que partout ailleurs et on peut même penser que la province n'aurait pas bougé si la capitale n'avait donné, dès le début, un énorme retentissement à une affaire qui rappelle à beaucoup de républicains et à la gauche les combats dreyfusards, dont la France ne fait que sortir (12). Paris où des groupes d'extrême gauche essaient de créer l'événement dès le 9 septembre 1909 avec une première manifestation automobile (il y en aura une autre le jour avant le procès à l'appel du comité contre la répression, de la S.F.I.O. et de l'union des syndicats) et où a été fondé, une semaine avant, le comité de défense des victimes de la répression espagnole par Charles Albert, Charles-Ange Laissant et Alfred Naquet, amis personnels de Ferrer (13).

Un Paris commotionné par la nouvelle de la mort de Ferrer que les habitants apprennent le 14 octobre au soir et qui provoque, grâce notamment aux éditions spéciales de "*L'Humanité*" de Jaurès et de "*La guerre sociale*" d'Hervé, une des manifestations les plus importantes depuis la commune. Une manifestation nocturne qui tourna rapidement à l'émeute et qui rassembla, non seulement l'extrême gauche libertaire et syndicalistes, mais aussi, au coude à coude, l'état major socialiste (Jaurès, Vaillant, Sembat, Duc Quercy, Renaudel) et les responsables du comité contre la répression espagnole, "qui avaient trouvé, dès le début à "*L'Humanité*", des appuis

(7) Une récente étude de G. Galzerano, parue dans l'hebdomadaire de la Fédération Anarchiste italienne fait le point sur la mémoire de Ferrer en Italie et démontre qu'au-delà des Alpes, le pédagogue est toujours présent dans le souvenir libertaire. Cf: UNANITA' NOVA, 29 octobre 1989/5 et 12 novembre 1989/3 décembre 1989.

(8) Cf: "Francisco Ferrer. Sa vie, son oeuvre", Editions Ivan Davy 1984, p 30.

(9) Cf: Rémy Cazals, communication au colloque de Castres "Rue Francisco Ferrer - Boulevard Jean JAURES".

(10) Cf: Jean Faury, communication au colloque de Castres "Les manifestations après la mort de Ferrer au pays de Jaurès (Toulouse - Albi - Graulhet)".

(11) Cf: Alain Boscus, communication au colloque de Castres "L'importance accordée à l'affaire Ferrer par "La Dépêche".

(12) Cf: Jean Jaurès et C. Bouglé évoquent, par exemple, l'Affaire Dreyfus ainsi que Soriano devant les cortes espagnoles en 1911.

(13) Sur la protestation en France et l'importance des manifestations parisiennes. Cf: Vincent Robert (article cité) et Madeleine Rebérioux, communication au colloque de Castres "Manifester pour Ferrer - Paris, octobre 1909".

concrets". "De tous les faubourgs, écrit Victor Serge, dans ses "Mémoires d'un révolutionnaire", affluent vers le centre, par centaines de milliers, ouvriers et petites gens mus par une terrible indignation. Les groupes révolutionnaires suivaient plus qu'ils ne guidaient ces masses" (14).

Les violences de la manifestation (il y a eu mort d'homme) et son importance (un peu exagérée par V. Serge) rendaient nécessaire et possible l'organisation d'un "deuxième événement d'hommage" à Ferrer que la S.F.I.O. sut prendre en charge et sut encadrer (malgré les problèmes d'organisation et de tendances).

Un hommage, une immense manifestation, qui se déroula sans incident et qui, grâce à la politique d'alliance jaurésienne, fut un succès très remarqué. Madeleine Rebérioux a bien mis en valeur l'importance de ces deux manifestations parisiennes, notamment de la seconde en montrant qu'elles permirent à la S.F.I.O. de renfoncer sa légitimité auprès des masses même si le succès politique resta par la suite limité, du fait des dissensions internes dans le parti et dans sa fédération de la Seine.

Plus généralement, elles constituèrent un point important de "la protestation universelle" et en France même, ce fut la concrétisation de l'unité ouvrière, "rêve jaurésien", et la preuve qu'elle pouvait se réaliser, fut-ce pour un instant. Ce fut aussi l'occasion de forcer la modernisation de la vie politique française en "ouvrant un nouvel espace à l'activité et à l'expression politique des foules citadines" et à ce titre, le 17 octobre et sa minutieuse préparation, resta une date importante dans "la généalogie de la manifestation moderne" (15).

Après octobre 1909, la mémoire de Ferrer va être marquée à jamais par sa mort et la protestation qui suivit. Les évocations ultérieures auront souvent lieu lors des dates anniversaires et rappelleront toujours les raisons et les circonstances politiques et sociales de son assassinat.

Les réseaux du souvenir resteront aussi largement tributaires de l'événement et ce seront les protestataires de 1909 qui continueront par la suite à parler de Ferrer en oubliant bien souvent d'évoquer le pédagogue.

Très vite, ces réseaux ont voulu perpétrer sa mémoire. Quelques jours après son exécution, c'est par dizaines que fleurirent dans les municipalités socialistes et radical-socialistes les places et rues Francisco FERRER. Très tôt aussi la

libre pensée (Ferrer en était membre) a voulu ériger à Montparnasse, en face de la statue du Chevalier de la Barre, un monument en l'honneur du martyr mais le refus du Conseil Municipal de Paris, puis le reflux du mouvement de protestation, émoussèrent les volontés et le projet, repris en 1910 par la Ligue des Droits de l'Homme (autre pôle avec la franc-maçonnerie, de la protestation), n'eut pas plus de succès, alors qu'à Bruxelles une statue était inaugurée en avril 1912-1914 (16). C'est d'ailleurs de cette époque que date l'immense majorité des sources relatives à Ferrer et qu'ont été éditées, soit en cartes postales, soit dans des revues, les dessins et photographies que nous connaissons aujourd'hui.

La guerre, l'évolution des mentalités et la nouvelle donne idéologique et politique des années 1920 et 1930 (avec notamment l'opposition PC/S.F.I.O.) ont obscurci, de plus en plus, le souvenir de Ferrer.

Le recensement fait par R. Bianco des évocations du personnage dans la presse anarchiste de langue française montre à quel point son souvenir reste attaché à sa fin tragique. Des périodes de plusieurs années se déroulent sans qu'aucune mention ne soit faite du directeur de l'École Moderne et ce sont bien les dates anniversaires qui furent privilégiées (17); le 20ème anniversaire de sa mort en 1929, le 25ème en 1934... jusqu'au tout de même important meeting du 9 octobre 1959 à la Mutualité qui a réuni, cinquante ans après, les chefs de file de la protestation, la Ligue des Droits de l'Homme, la libre pensée, la C.N.T. espagnole et le monde enseignant avec le secrétaire général du syndicat national des instituteurs.

D'ailleurs l'aspect anticlérical et "droit de l'homme" constituera, tout le temps l'assise principale du souvenir, la publication en France des débats qui eurent lieu en mars-avril 1911 aux Cortes espagnols pour la révision du procès Ferrer ayant consolidé cette thématique générale (18).

En publiant, dès 1909-1910 leur ouvrage sur "le martyr des prêtres", les membres du comité contre la répression des victimes espagnoles pensaient anticiper la reconnaissance des générations futures envers celui qui, disaient-ils, "vivra éternellement pour l'émancipation des peuples et l'exécution de leurs oppresseurs" (19). Quatre-vingts ans après, le souvenir est toujours là sans être présent dans beaucoup d'esprits.

Dans vingt ans, qu'en restera-t-il?

(14) Cf: Victor Serge, "Mémoires d'un révolutionnaire" Point Seuil 1978.

Cf: M. Sembat "Les Cahiers noirs" l'OURS N.° 153 Août-septembre 1984 et Louis Guilloux dans son roman "Le pain des rêves" Paris Folio, p. 220-223.

(15) Toujours avec son exagération coutumière, Victor Serge évoque les "500.000 manifestants" du 17 octobre tout en signalant sa caractéristique principale... "une manifestation légale, conduite par Jaurès (ce qui est juste puisque Jean Jaurès en a été l'organisateur, mais faux puisqu'il n'est pas à Paris ce jour-là) où nous défilâmes cinq cent mille, encadrés par les gardes républicains à cheval, apaisés, mesurant cette montée d'une puissance nouvelle".

(16) Cf: Jacqueline Lalouette, communication au colloque de Castres "Mort et souvenir de Francisco FERRER dans la libre pensée française".

(17) Cf: René Bianco, communication au colloque de Castres. La presque totalité de la bibliographie française relative à Ferrer se situe soit avant 1914 (les débats relatifs à l'affaire sont encore violents en 1911-1912) soit lors des dates commémoratives.

(18) Cf: J. Cluzel, "L'affaire Ferrer devant les Cortes": compte-rendu analytique des débats de mars et avril 1911. Paris, Schleicher frères 1911.

(19) Préface à "Un martyr des prêtres. Francisco Ferrer. Sa vie, son oeuvre" par le comité de défense des victimes de la répression espagnole. Paris, librairie Schleicher éditions (réédition Ivan Davy 1984).